



de Réhabilitation, de Défense et de Promotion de la Ligne SNCF
Béziers-Millau-Neussargues-Clermont Ferrand-Paris.
Axe ferroviaire Europe du Sud - Europe du Nord.



Bédarieux le 20 décembre 2020

Communiqué de Presse

Le 19 octobre 2020, le Comité Pluraliste appelait les élus concernés par la ligne SNCF Paris – Clermont-Ferrand – Béziers à signer la demande suivante adressée à Mr Le Premier Ministre, Mr Le Ministre des Transports, Mme La Ministre de l'Écologie, Mme La Présidente du CR Occitanie, Mr Le Président du CR Auvergne-Rhône Alpes :

« Je vous demande de renouveler la convention qui lie l'Etat, les Conseils Régionaux, La SNCF pour que l'infrastructure ferroviaire de Béziers à Clermont-Ferrand soit correctement entretenue et modernisée pour lever toutes les interdictions et limitations de vitesse, que le train « Aubrac » continue d'être un train d'équilibre du territoire inter cité avec du matériel rénové et bi-mode. »

A ce jour, et ce n'est pas définitif : **huit Sénateurs, huit Députés, 2 Conseils Départementaux, Pays du Haut Languedoc et Vignoble, 3 Communautés de Communes, 156 Communes, 4 Vice-présidents des Conseils Régionaux Occitanie et AURA**, ont soutenu, par leurs signatures et interventions, notre démarche.

Les Conseils Régionaux Occitanie et AURA ont déjà fait part de leur volonté de s'engager et de participer financièrement au maintien et au développement de la ligne de « l'Aubrac ».

L'Etat et SNCF Réseau vont-ils avoir cette même volonté ? C'est de la responsabilité du Gouvernement.

Au niveau Européen, les Etats membres dont la France se sont engagés pour réduire de 50 % le CO2 à l'horizon de 2030. Rappelons que les transports routiers et autoroutiers représentent 96 % de ces émissions sur la part des 34 % des émissions de CO2 totales dues aux transports.

L'Etat doit respecter ses engagements européens, nationaux, et les conclusions de la Convention Citoyenne pour le climat avec des actes concrets. Va-t-il respecter les volontés exprimées par les élus et les populations. Dans les jours qui viennent, le gouvernement a une occasion réelle de le prouver. Des négociations sont en cours.

L'avenir appartient à un mode de transport non polluant. Le rail Service Public en est le vecteur principal.

Président du Comité Pluraliste :

Jacky Tello